l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | Nº 293 mercredi 25 juin 1975

Câbles de Lyon à Clichy

C'EST UN ATTENTAT !

Il était environ 15 heures ce lundi. Plusieurs centaines de travailleurs manifestaient devant leur usine occupée par les nervis fascistes mis en place par la direction et protégés par un important détachement de CRS. Soudain une voiture fonce sur les travailleurs. Neuf d'entre eux sont fauchés et sept gravement blessés. Un travailleur immigré, Labcène Korbani, lutte contre la mort à l'hôpital Beaujon. Ainsi, après que les CRS aient été envoyés contre les travailleurs en lutte, après que des nervis aient occupé l'usine, voici maintenant que l'on veut tuer. Pourquoi ? Pour briser la lutte des travailleurs. La police, la radio parlent d'«accident de la circulation». C'est un mensonge.

1) Le conducteur de la voiture a été reconnu par des travailleurs comme étant un cadre de la CGE qui participait aux groupes de nervis utilisés contre les travailleurs. Depuis quelques temps les travailleurs avaient remarqué cet individu.

2) Quand a eu lieu cet attentat, les CRS étaient présents. Deux voitures de police situées à proximité n'ont pas bougé. L'attentat ayant eu lieu, les CRS ont eu recours à l'intimidation contre les travailleurs et ont protégé l'assassin.

3) La police a immédiatement enlevé le véhicule sans qu'aucun constat ait été fait. Ce n'est que deux heures après l'attentat qu'un constat a eu lieu.

4) C'est délibérément que l'agresseur a foncé sur les travailleurs rassemblés. Il a accéléré en arrivant sur les travailleurs.

Ce sont là des faits irréfutables. On a voulu TUER ! Les dirigeants du P«C»F pour leur part cherchent à jeter le trouble sur la réalité de l'attentat. C'est ainsi que *«L'Humanité»* met sur le même plan les déclarations du commissaire de police de Clichy parlant d'«accident» et celles des travailleurs de l'usine. Ils demandent que *«la lumière soit faite»* comme si elle ne l'était pas déjà. Pour les travailleurs des Câbles de Lyon, la lumière est faite et la colère est grande. C'est bien de cela qu'ont peur les dirigeants révisionnistes. Ils veulent désamorcer la colère des travailleurs. Ils craignent que cet attentat fasciste n'entraîne un développement de la lutte des travailleurs. Ils veulent démobiliser pour contrôler.

Quant à nous, nous appelons à développer la solidarité et l'action pour soutenir les travailleurs des Câbles de Lyon, à participer aux manifestations qui auront lieu dans les jours qui viennent.

André COLERE

Grâce à la rapidité de nos camarades photographes, voici la première photo de la manifestation des ouvriers des Câbles de Lyon contre l'agression fasciste qui a eu lieu mardi à 11 heures à Clichy. Elle témoigne de l'indignation, de la colère et de la détermination des ouvriers des Câbles en majorité immigrés. Pour les travailleurs comme pour nous, pas de doute, la CGE a fomenté l'agression.

Soutien au QUOTIDIEN DE PARIS

A la publication du document secret signé Ponomarev la clique révisionniste de Marchais a crié : «Touché». Immédiatement en effet une délégation du P«C»F s'est rendue au *«Quotidien de Paris»* afin de faire pression sur Philippe Tesson, directeur du journal, pour qu'il démente le contenu du document publié par «Republica» et qu'il renonce à abriter dans ses colonnes les journalistes interdits par les révisionnistes du P«C»P à Lisbonne.

La démarche grossière des dirigeants du P«C»F auprès de la direction du *«Quotidien de Paris»* est motivée par la peur. La peur que leur pratique journalière soit reconnue à travers les directives de Ponomarev, car oui les révisionnistes s'infiltrent à des postes-clés, oui ils veulent contrôler les syndicats totalement, oui ils «travaillent» des officiers et officiers supérieurs de l'armée, oui ils limitent la liberté d'expression. Et cela ce n'est pas pour servir les intérêts révolutionnaires des masses populaires mais bien ceux des expansionnistes soviétiques. Et sur tous ces faits nous apportons chaque jour d'innombrables exemples et les masses travailleuses peuvent aussi le faire.

C'est pourquoi lorsque le *«Quotidien de Paris»* est violemment attaqué par les dirigeants du P«C»F nous disons, nous, que nous soutenons le *«Quotidien de Paris»*, car dans une situation à la portugaise les pressions du P«C»F se transformeraient en tentative d'interdiction.

DIMANCHE 29 JUIN A 14 h 30

MEETING NATIONAL DE CLOTURE DU 1er CONGRES DE LA J C M L

Salle de la Mutualité - 24, rue Saint Victor
Paris 5e - Métro : Maubert-Mutualité

CANTINES D'EDF-GDF

REPRESSION CONTRE UN MILITANT

Les quelques dirigeants révisionnistes de la CGT des services centraux perdent leur sang-froid : ils viennent à nouveau d'attaquer les communistes marxistes-léninistes, les militants de l'Humanité-Rouge. Ils n'hésitent pas, une nouvelle fois, à appeler à la répression d'un militant. Ils se démasquent chaque jour davantage, et les travailleurs prennent conscience de leur véritable rôle de traîtres à la nation et au prolétariat, comme ceux des cantines viennent de le faire.

A PROPOS DES CANTINES

Après une série d'actions diverses (manifestations au ministère, à la direction générale et à la CCAS) l'action et la détermination du personnel des cantines pour sa titularisation en tant qu'agents EDF-GDF s'amplifient et se renforcent.

Mardi 18 juin était organisée par les organisations syndicales une assemblée des travailleurs des cantines de la région parisienne pour décider de l'action à entreprendre à la suite du premier refus du ministère d'accorder la titularisation.

Les communistes marxistes-léninistes expliquaient dans un tract, la semaine dernière, que *«le personnel des cantines, pour vaincre doit s'unir et agir dans l'unité et en même temps balayer tous ceux qui s'opposent à cette lutte, c'est-à-dire les dirigeants révisionnistes»* et appelaient les travailleurs à la *«vigilance face aux tentatives de sabotage et de récupération de la lutte par les dirigeants révisionnistes.»*

Les faits ont confirmé ce qu'ils disaient.

Alors que 250 travailleurs des cantines étaient réunis, les révisionnistes ont mobilisé le micro pendant plus d'une heure pour les endormir, retraçant l'histoire de la CCAS, les luttes soi-disant menées depuis 48 pour la titularisation et expliquant surtout que ce n'était pas le moment d'agir, qu'il fallait attendre, attendre encore, que c'était aux fédérations et non à eux de décider l'action, etc.

Mais le personnel des cantines attend depuis 20 ans déjà et quand les révisionnistes eurent fini leurs beaux discours, ils ne purent empêcher le personnel des cantines de manifester sa combativité et sa détermination, sa volonté d'agir, car sans action, on n'obtient rien.

Malgré cela, les révisionnistes ont coupé les travailleurs qui s'exprimaient, faisant tout pour les démobiliser. Mais *le personnel des cantines prit lui-même, contre la volonté des révisionnistes, la décision de voter sur une proposition de grève d'avertissement les mercredi 25 et jeudi 26 juin.*

C'est plus de 75 % des présents qui approuvèrent la grève. Les révisionnistes reprirent la parole, sous les huées des travailleurs des cantines, pour expliquer que c'était une erreur et pour inciter leurs adhérents à briser la grève. Un bonze révisionniste de la CGT de l'hôtellerie essaya même de revenir sur la décision prise en AG en proposant au personnel des cantines présent d'en discuter le lendemain avec leurs collègues sur le lieu de travail et après cela, de lui téléphoner les réponses... La manœuvre était quand même trop apparente pour qu'elle puisse être prise en compte. Néanmoins, le lendemain matin, les révisionnistes continuaient leur sale besogne, cantine par cantine, pour dissuader les adhérents et les travailleurs de s'engager dans cette action.

De ce véritable sabotage, de cette trahison ouverte des révisionnistes, la plupart des travailleurs en ont pris conscience. Ils ont accusé ouvertement les dirigeants révisionnistes de n'avoir jamais rien fait pour la titularisation et leur ont imposé leur décision de grève. Ils savent que pour vaincre, ils doivent balayer les dirigeants révisionnistes et c'est ce qu'ils font.

Plus que jamais, les communistes marxistes-léninistes œuvreront à forger l'unité réelle de tout le personnel et aideront les travailleurs à démasquer et balayer les dirigeants révisionnistes.

Correspondant H.R.

R. BOSCH (St-OUEN)

Les dirigeants CGT-P"C"F s'opposent aux travailleurs

Un nouvelle fois, les dirigeants révisionnistes de la CGT et du P«C»F ont trahi le prolétariat. Rappelons les faits :

Lundi 5 juin les travailleurs de Bosch se mettent en grève, initialement pour 24 heures sur les revendications suivantes : 1800 F minimum pour tous, pré-retraite à 60 ans, garantie de l'emploi, une heure d'information par mois ; et pour riposter à un projet de 35 licenciements. Dès le départ, les dirigeants révisionnistes avaient essayé d'introduire dans les revendications le système des augmentations en pourcentage mais n'avaient pu le faire devant l'opposition de la CFDT et des travailleurs. Face au refus de la direction de céder, les travailleurs décident le lendemain de reconduire le mouvement. Les dirigeants révisionnistes s'y opposent mais, devant la détermination des ouvriers, ils prennent le prétexte des CRS présents devant l'usine pour rejoindre le mouvement en marche : *«Avec des CRS devant l'usine on ne peut pas travailler»*.

Le lundi, est décidée la création d'un comité de grève composé de 14 délégués CGT, 6 délégués CFDT et 14 représentants élus des travailleurs (1 pour 30 travailleurs). Ce comité de grève présente le mardi à l'assemblée générale des ouvriers, la proposition d'arrêter le mouvement le mercredi à 10 heures pour le reprendre le vendredi. Cette proposition est rejetée par les travailleurs qui décident la poursuite du mouvement. Le comité de grève, malgré l'opposition des dirigeants révisionnistes de la CGT, se range à la volonté générale. Mais, bel exemple de démocratie prolétarienne, les révisionnistes restent sur leurs positions et exigent la reprise pour le lendemain ! Et le lendemain, après avoir participé à la manifestation qui était sur des mots d'ordre justes (oui aux revendications, non aux licenciements) certains dirigeants de la CGT reprennent le travail en appelant les travailleurs à les suivre, activant ainsi leur sabotage du mouvement.

Mais que les révisionnistes de tout poil ne se bercent pas d'illusions, à Bosch comme ailleurs. De plus en plus les travailleurs les démasquent et savent dans quel camp les ranger : celui des ennemis du prolétariat. Déjà à Bosch, en plus d'un tract CFDT appelant les travailleurs à lutter contre le patron et contre les diviseurs ! par ailleurs clairement désignés), certains délégués CGT, trompés jusqu'ici par la ligne révisionniste et écœurés de ce qui s'est passé, ont commencé à aller voir les travailleurs en leur demandant de déchirer leur carte CGT.

Les révisionnistes, dirigeants de la CGT et du P«C»F, ont une fois de plus dévoilé leur vrai visage : celui de traîtres à la classe ouvrière cherchant à utiliser les justes luttes des travailleurs pour encadrer la classe ouvrière. Quand ils ne peuvent pas contrôler le mouvement, ils le sabotent. Quand ils la contrôlent, la lutte échoue. Mais dans tous les cas, ce qu'ils veulent c'est tenter d'affaiblir la classe ouvrière pour qu'elle se soumette pieds et poings liés aux appétits de leurs maîtres sociaux-impérialistes Brejnev et ses acolytes, qui se préparent à l'agression.

Correspondant H.R.

CAZENEUVE

Echec d'une tentative de manipulation

Régulièrement depuis le début juin, certains responsables révisionnistes de la section CGT de l'usine Cazeneuve, à la Plaine-Saint-Denis, lancent de violentes attaques contre la section CFDT de cette entreprise. Ils l'accusent notamment de briser l'unité syndicale et de contribuer ainsi à la division des travailleurs et à leur affaiblissement devant le patron. La semaine passée a prouvé que ces attaques ne sont pas fondées, et que la poignée d'éléments révisionnistes qui dirigent la section CGT Cazeneuve pratique la tactique bien connue du voleur qui crie au voleur pour se disculper. La vérité est que ces éléments reprochent à la section CFDT de ne pas s'aligner de façon suiviste sur leurs propres positions.

Lundi dernier, la section CGT appelait par tract les ouvriers à débrayer le 18. Les objectifs de cette action étaient vagues, les travailleurs n'avaient été consultés ni sur le contenu ni sur les formes de lutte. Les quelques responsables révisionnistes de la CGT voulaient seulement se servir du mécontentement des ouvriers pour impulser une grève soupape démobilisatrice.

Mardi 17, invitée à suivre le mouvement, la section CFDT répondait par un tract. Elle posait les questions devant les travailleurs : *«Qui a pris cette décision de débrayer mercredi ?»*, *«Ce débrayage peut-il servir les travailleurs ?»*, et expliquait : *«Les travailleurs n'ont pas été consultés... sur l'opportunité et la justesse d'un tel débrayage»*, et dénonçait ce genre de débrayages qui *«ne peuvent servir qu'une politique qui ne concerne en rien nos intérêts de travailleurs»*.

Exigeant que soit appliquée *«la démocratie prolétarienne (qui) doit conduire à l'explication de toute proposition à tous les travailleurs et à ce que toute décision soit prise par tous»*, la section CFDT est allée discuter avec les travailleurs de l'UGP, des magasins, du taillage, du fraisage, du ponçage, etc. pour savoir si oui ou non l'initiative de la poignée de responsables révisionnistes de la CGT correspondait à un besoin des travailleurs.

Dans son tract du 17, la section CFDT disait : *«Le résultat (de cette enquête) est que les travailleurs disent non à la manipulation»* : et appelait donc à ne pas suivre le mouvement complètement parachuté du 18.

La journée du 18 a montré que c'était là une position juste. Seuls 14 militants ont débrayé. Ils ont défilé dans les ateliers en reprenant les mots d'ordre que lançaient les quelques révisionnistes dirigeant la section CGT, sous les huées et les éclats de rire des travailleurs. Même certains adhérents de la CGT n'ont pas suivi !

La preuve était faite que la grande masse des ouvriers ne se laissent pas manœuvrer aveuglément, par une poignée de révisionnistes infiltrés aux postes de direction de la section CGT, et que *«la lutte* – principalement aujourd'hui, à Cazeneuve contre les menaces de licenciements et les réductions d'horaires – *n'est pas l'affaire de quelques «responsables» (de quoi et de qui ?) mais celle de tous»*.

Un militant CFDT
sympathisant d'H.R.

SOUTIEN A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DES WAGONS-LITS-RAIL-SERVICE

Les travailleurs des wagons-lits-rail-service sont en grève depuis plus de trois semaines, bien décidés à ne pas faire les frais de la crise qui touche leur entreprise.

La direction a décidé d'abaisser le nombre de repos mensuel à 7 ou 8 jours, alors qu'il était de 12 ou 13 jours.

Or, lors de la refonte du service restauration dans les trains, un accord garantissant le maintien des anciens roulements avait été signé entre «Air Maxime» (l'actuelle direction), les wagons-lits et la SNCF.

Mais la direction du service restauration est aujourd'hui en pleine crise (4 directeurs s'y sont déjà succédés) et elle cherche à s'en tirer sur le dos des travailleurs en diminuant les repos sans augmenter les salaires.

Dès l'annonce de cette décision les travailleurs des wagons-lits-rail-service se sont mis en grève, sans attendre les directives de leurs syndicats (CGT-FO-CGC), pour exiger le respect de l'accord.

Après avoir dit aux travailleurs d'«aller se faire pendre ailleurs», la direction a fait appel aux flics pour procéder à l'évacuation des locaux à coups de matraques (deux blessés parmi les grévistes).

Manifestant leur solidarité aux travailleurs des wagons-lits, les cheminots de Montparnasse ont menacé de se mettre également en grève en cas de nouvelles interventions de la police.

Pour vaincre, les travailleurs des wagons-lits-rail-service ont besoin de votre soutien financier (Gare Montparnasse - Locaux Rail-service-wagons-lits).

Correspondant H.R.

Le 39ème Congrès de la C G T

MOTOROLA (TOULOUSE)

LE DEBAT A LA BASE BAFOUÉ, DEUX DELEGUEES EXCLUES

La clique révisionniste (Séguy, Krasucki...) fait grand tapage sur la préparation soi-disant démocratique du 39e Congrès de la CGT. Cela coïncide d'ailleurs avec la campagne orchestrée par les dirigeants révisionnistes du P«C»F sur les «libertés démocratiques».

Nous avons déjà démontré à différentes reprises ce qu'est la «démocratie syndicale» à la sauce révisionniste, que ce soit en France (exclusions antistatutaires de militants, et même d'une section syndicale tout entière) ou au Portugal avec la loi antigrève et le syndicat unique, similaires aux lois fascistes de Salazar-Caétano et aux syndicats fascistes, décrétés par la clique sociale-fasciste de Cunhual vendue au social-impérialisme russe. La clique de Cunhual est d'ailleurs invitée au Congrès de la CGT.

Dans leur conférence de presse du 19 juin, les dirigeants révisionnistes de la CGT ont déclaré que le congrès était préparé dans les organisations de base, par de nombreux débats, afin de réaliser «une vaste réflexion collective». Nous pouvons affirmer d'emblée qu'il s'agit d'une vaste fumisterie, destinée à tromper les masses, car il y a bien longtemps déjà à la CGT que le débat à la base, réellement démocratique, n'existe plus, tous ceux qui osent s'opposer à la ligne révisionniste étant exclus.

En voilà d'ailleurs une nouvelle preuve, celle donnée par des camarades de Motorola à Toulouse, où deux camarades déléguées CGT viennent d'être exclues (voir H.R. No 292).

Voici de larges extraits de l'intervention qu'elles avaient préparée dans le cadre de la préparation du 39e Congrès.

QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES A DEBATTRE AU CONGRES

Différents textes ont été publiés pour préparer le 39e Congrès, définissant l'orientation, le programme d'action... Tous les syndiqués doivent donner leur avis sur ces textes, car chacun doit savoir que la CGT ne prend pas seulement des positions au niveau de l'usine, de l'action immédiate mais aussi prend des positions au niveau national, ayant une répercussion sur la vie du pays. Il est donc nécessaire d'engager un débat sur ces positions, ce débat sera politique car la CGT, comme tout syndicat, toute organisation, suit une politique qui se traduit jusqu'à l'action quotidienne.

Que ceux qui sont à la CGT pour lutter classe contre classe, abattre le capital, instaurer une société plus juste, le socialisme, et qui pensent que les orientations prises ne sont pas conformes à ces objectifs, le disent, en discutent, défendent leur point de vue !

Que pensons-nous de l'Union de la gauche et du Programme commun ? Que pensons-nous du soutien et de l'importance que lui accorde la CGT en disant que c'est la seule solution à la crise ?

Est-ce juste que la CGT soutienne certains événements politiques comme ceux du Portugal ?

Sommes-nous d'accord avec le fait de ne pas soutenir les travailleurs de Badin ? *(les dirigeants CGT refusent tout soutien et s'opposent aux grévistes. NDLR).*

Est-il juste de signer des accords tels ceux sur les licenciements pour raison économique ?

Voyons quelques points, nos critiques et nos propositions.

(Les camarades expliquent ce qu'est l'intersyndicale unique au Portugal et la loi antigrève. Ils enchaînent avec les revendications suivantes. NDLR).

LA GRILLE DES SALAIRES

En établissant comme principe l'augmentation des salaires en pourcentage, elle ne fait qu'accroître la hiérarchie des salaires. Ce système injuste méprise le travail manuel et favorise le travail intellectuel, il bonifie les hauts salaires (...)

Avec l'échelle mobile des salaires, elle permet de faire croire que les travailleurs peuvent, définitivement obtenir des augmentations de salaires rattrapant les augmentations du coup de la vie. Elles font oublier que le patron tant qu'existe le capitalisme, reprend toujours ce qu'il a été obligé de céder, sous une forme ou sous une autre.

La seule revendication unificatrice, ne laissant aucune illusion sur la nature du patronat c'est AUGMENTATION ÉGALE POUR TOUS.

PAS DE LICENCIEMENT SANS RECLASSEMENT

En permettant à chaque patron la possibilité de licencier, on lui laisse les mains libres pour «résoudre» les problèmes de personnel en trop et surtout on désarme les travailleurs pour lutter contre les licenciements sur l'usine même (c'est parce que les LIP sont restés à l'usine qu'ils ont gagné). Une telle «revendication» ne peut tout au plus retarder le chômage que de quelques jours ou semaines, car dans une nouvelle usine il y a toujours une période d'essai, et l'éternel refrain «dernier embauché, premier licencié !».

Les indemnités à 90 % pour le chômage pour raison économique, saluées à leur optention comme une victoire pour la classe ouvrière, ont permis la démobilisation d'une partie des travailleurs (combien de fois n'a-t-on pas entendu dire que ce n'était pas si mal !). De plus on s'aperçoit qu'à l'heure actuelle seulement 1 % des chômeurs touchent ces indemnités.

Par ailleurs, vouloir discuter du bien fondé des licenciements et fermetures d'usines, n'est-ce pas accepter à l'avance les raisons des patrons sur la non-rentabilité alors qu'il s'agit de profits insuffisants à leurs yeux ?

LA SEULE SOLUTION DE LUTTER CONTRE LE CHOMAGE : C'EST DE S'OPPOSER A TOUT LICENCIEMENT.

FORMES D'ACTION

Face à des problèmes graves comme le chômage, nous savons que seule l'action dure des travailleurs (grève et occupation) permettra la victoire des travailleurs. Même si la mobilisation est faible à Motorola, c'est cela que nous devons expliquer aux travailleurs, c'est sur cela que nous devons les mobiliser.

Les journées nationales d'action ne servent qu'à répandre des illusions sur la facilité de céder des patrons, comme toutes pétitions, délégations etc., et ne servent qu'à décourager les plus combatifs qui y participent.

Le soutien, la popularisation des autres luttes peuvent jouer un rôle dans cette mobilisation, alors pourquoi refuser de soutenir certaines grèves, comme Badin ?

Face aux mauvais coups de la direction probables à la rentrée, il nous faut donc informer clairement les travailleurs sur ce qui les attend, chiffres à l'appui, même s'ils sont confidentiels ! Faire des réunions de syndiqués, de travailleurs même s'il y a peu de monde au début, fixer avec eux les tâches qu'ils proposeront : information immédiate pour affichage sur tout ce qui se passe sur les lignes, mobilisation sur la ligne (...)

A propos de la cafétaria, tenir des réunions régulières pour discuter avec les travailleurs de ce qu'ils pensent, veulent faire, etc.

NATIONALISATIONS

Parler de nationalisations quand l'État est aux mains de la bourgeoisie, c'est tromper les travailleurs en faisant croire que l'État est au-dessus des classes.

C'est ce que Thorez lui-même disait en 1934 :

«En période de crise, les prétendues nationalisations, les participations de l'État dissimulent les subventions accordées par l'État aux entreprises capitalistes en difficulté et cela au détriment des masses laborieuses.

Les nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière. Ce serait simplement ACCÉLERER LE PROCES DE FASCISATION DE L'ÉTAT.»

Depuis 1934, la bourgeoisie n'a pas changé ! Au contraire, depuis le coup d'État de DE GAULLE en 1958, le pouvoir des monopole s'est renforcé (...)

LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

En parlant du «pouvoir des féodalités capitalistes» en accusant «la politique menée depuis plusieurs années avec pour but le renforcement de la position des groupes financiers géants à l'échelle nationale et internationale d'avoir plongé le pays dans la crise», le texte revient à faire passer pour indépendant l'État, le gouvernement par rapport aux monopoles alors qu'ils n'en sont que les REPRÉSENTANTS, les exécutants. L'État n'est ni l'arbitre entre les travailleurs et le patronat, ni une force autonome que les travailleurs pourraient mettre de leur côté. Il revient à faire croire qu'en système capitaliste, on peut éviter les crises. Cela revient a cacher que la course inexorable au profit entraîne *inévitablement la concentration en monopoles, la surproduction, le chômage pour les travailleurs.*

Bien sûr la classe ouvrière, par la lutte quotidienne obtient des améliorations, mais on ne peut supprimer les crises qu'en supprimant le système capitaliste lui-même.

En partant sur cette base, en réclamant à l'heure actuelle les nationalisations, le Progamme commun se propose donc de gérer le système actuel.

LA DETENTE

Peut-on réellement parler de détente ? La guerre du Moyen-Orient, puis celle de Chypre ont montré la fragilité de la paix en Europe : lorsque l'URSS a voulu envoyer ses troupes sur le canal de Suez, les USA ont déclenché l'alerte atomique No 3, et le monde a senti qu'il frôlait une nouvelle guerre.

D'autre part la course aux armements est effrénée : malgré les prétendus accords sur la limitation des armements atomiques les USA et l'URSS ont fait passer le nombre de leurs missiles de 100 à 1 500.

(Les camarades terminaient leur texte en expliquant la rivalité des deux superpuissances. NDLR).

UNE PREPARATION REVISIONNISTE DU 39e CONGRES DE LA CGT

Estimant que c'était le moment ou jamais d'engager un débat de fond sur la ligne suivie par la CGT, nous voulions le préparer sérieusement avec les syndiqués, et de plus nous pensions que le texte que nous avions fait ne pouvait que les inciter à participer à la journée de préparation de ce congrès.

Mais voilà, c'était là discuter de «politique», et messieurs les délégués en chef ont refusé tout net de donner ce texte aux syndiqués. Ils ont proposé ainsi leur sempiternel ordre du jour (à toutes les réunions, c'est le même !) : organisation, agitation propagande, «démocratie syndicale», mais ils ne purent esquiver le débat sur les nationalisations.

Les explications sur les nationalisations ont ébranlé certains militants du parti révisionniste. Mais les bonzes, pour détourner la discussion, pour empêcher le développement des arguments, ont tenté de nous faire passer pour des «jusqu'au boutistes», partisanes du tout ou rien... et autres «arguments» habituels, car ils se sont rendus compte que les injures du style «vous dites la même chose que le patron ou que Giscard» ne convainquent pas trop les militants honnêtes.

Les dirigeants révisionnistes ont beau tout faire pour étouffer le débat nous avons pu faire découvrir à quelques-uns quelle politique suivent les Séguy et Cie. Par exemple, la Vie Ouvrière du 21.5.75 commente de façon virulente la visite de Teng Siao-ping, attaquant son soutien à la volonté d'unité européenne, amalgamant le soutien que la Chine apporte à la politique d'indépendance nationale de Giscard à toute sa politique, accusant la Chine de saper les efforts de paix et de détente. (Mais qui veut la guerre ? Sinon le social-impérialisme russe !) Et, au nom de la «démocratie syndicale» il faudrait diffuser ces mensonges répandus dans la Vie Ouvrière !

Tous les militants honnêtes, anti-impérialistes, patriotiques de la CGT doivent ouvrir les yeux sur la politique des Séguy et Cie, lutter de toutes leurs forces contre la ligne qu'ils imposent encore aux travailleurs. Malgré toutes les attaques lancées par les révisionnistes, ce combat permettra une prise de conscience de plus en plus grande de la part de la classe ouvrière sur l'imminence de la guerre en Europe, et sur la responsabilité des deux superpuissances principalement l'URSS.

Les communistes marxistes-léninistes de Motorola

NOUVEAU BUREAU D'ÉDITION

DEUX LIGNES OPPOSÉES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

par Filip Kota

en vente aux Herbes sauvages 70, rue de Belleville - Paris 20e prix : 12.90 F

Pour la célébration du 10e anniversaire du redressement historique

Importantes initiatives de l'Amicale des Algériens en Europe

Dans le cadre de la célébration du 10ème anniversaire du redressement révolutionnaire du 19 juin 1965, un gala artistique a été organisé vendredi 20 juin à la salle des fêtes d'Argenteuil par l'Amicale des Algériens en Europe. Ce soir-là, décorée de banderoles («Vive le 10ème anniversaire du redressement révolutionnaire», «A bas le racisme sous toutes ses formes», «Soutien total à la résistance palestinienne» et «Soutien total de l'immigration à la politique révolutionnaire du gouvernement algérien») ainsi que d'un immense portrait de Houari Boumedienne, la salle était comble.

Après une intervention en arabe, les organisateurs ont présenté un large panorama de chants et de musique algérienne. Puis l'Union de la jeunesse algérienne a prononcé un appel au volontariat...

Dimanche 22, c'est une foule considérable de travailleurs algériens qui a assisté dans une ambiance extrêmement enthousiaste à un meeting organisé par l'Amicale des Algériens en Europe à la salle des Grésillons à Gennevilliers. Un tonnerre d'applaudissements a salué les interventions de Amir Tahar, responsable de l'Amicale à l'échelon de la région parisienne, et de Abdelkrim Gueraieb, président de l'Amicale des Algériens en Europe.

Les représentants du peuple algérien ont profité de cette occasion pour annoncer officiellement la tenue prochaine des élections presidentielles en Algérie. Puis l'Amicale a prononcé une intervention en français.

L'Amicale a déclaré : *«Il y a dix ans, le 19 juin 1965, mettant fin au régime de pouvoir personnel et au règne de l'improvisation, le conseil de la Révolution prenait en main le destin de l'Algérie (...) L'indépendance politique n'ayant de signification que sur la base d'une totale indépendance économique, le pouvoir révolutionnaire a appliqué avec détermination et méthode un plan de récupération des richesses nationales qui a connu son apogée avec la nationalisation, le 24 février 1971, des hydrocarbures et du gaz. Aujourd'hui, les ressources du sol et du sous-sol algériens sont aux mains de notre peuple et bénéficient exclusivement au développement national. Les complexes industriels et les usines implantées à travers l'ensemble du territoire en sont la preuve concrète (...).*

»Il n'y a aucun doute que, dans quelques années, la production industrielle nationale fera face aux besoins essentiels de l'Algérie (...) La Révolution agraire a donné naissance à un phénomène de caractère historique : l'alliance des forces révolutionnaires, ouvriers, paysans, étudiants et djounoud (Différentes organisations qui se sont constituées et renforcées depuis 10 ans) ont permis à toutes les catégories de notre population de s'exprimer et d'intervenir directement dans les choix et les décisions économiques et sociales (...). L'Algérie, qui ne subit plus le phénomène migratoire, a décidé de lui apporter une solution définitive : la réinsertion, les progrès enregistrés par notre pays permettent d'espérer que le jour du retour n'est pas loin. L'Amicale des Algériens en Europe renouvelle, à cette occasion, son appel aux travailleurs émigrés qualifiés afin qu'ils rentrent au pays renforcer l'effort de construction nationale (...) L'Algérie est présente sur tous les fronts de la lutte anti-impérialiste et le prestige qu'elle a acquis n'est que la juste sanction d'une attitude militante sincère et désintéressée. On voit donc que sur tous les plans, le bilan de dix années de pouvoir révolutionnaire est largement positif.»

Puis plusieurs films ont été projetés sur les progrès de la révolution agraire et également un film sur une manifestation culturelle maghrébine.

Des militants de l'Humanité-Rouge qui avaient été invités, ont participé à cette réunion. Ils avaient auparavant adressé un message à l'Amicale des Algériens en Europe déclarant notamment :

«Le redressement révolutionnaire de 1965 marque une nouvelle étape dans la consolidation des acquis de l'indépendance et un nouvel élan dans la lutte pour l'indépendance économique et politique du peuple algérien.»

LE 25 JUIN A 18 H 30
AU MÉTRO ALÉSIA :

Manifestation pour l'indépendance totale et immédiate de DJIBOUTI

ORGANISÉE PAR :
- le Centre d'information sur les luttes anti-impérialistes (CILA)
- les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge
- le Mouvement pour l'indépendance et la liberté (MIL)
- l'Union des communistes de France marxiste-léniniste (UCF- ml)

Ille et Vilaine : 200 PAYSANS S'OPPOSENT A UN CUMUL

A Pipriac, deux cents agriculteurs se sont opposés à l'achat de 38 ha de terre par un maquignon. Ils y ont installé un jeune couple et toute la journée de mardi, ont travaillé pour remettre l'exploitation en état. Elle était abandonnée depuis décembre 1970. Cette action vient à la suite de plusieurs autres manifestations (poses de barbelés, etc...) et s'inscrit dans la tradition de lutte des paysans bretons pour assurer leur maintien à la terre.

Les paysans n'ont cessé de développer leurs luttes notamment depuis 1968.

DES MILITANTS NOUS ECRIVENT

450F DE SOUSCRIPTION EN DEUX JOURS AU LYCÉE DE NOISY-LE-SEC

En lisant les articles récents sur la souscription, nous avons réalisé que cette question nous concernait aussi, et que nous devions, nous aussi, prendre cette tâche en main.

Nous avons composé un texte très court, rappelant l'existence du quotidien depuis le premier Mai, réaffirmant notre ligne de lutte pour le socialisme, pour l'indépendance nationale et les revendications des travailleurs. Nous précisions bien que notre seul soutien vient de nos lecteurs et des masses populaires. Nous ne bénéficions pas de subsides gouvernementaux, ni de la publicité capitaliste, et nous ne les mendions pas !

Nous avons montré la nécessité dans l'actuelle situation nationale et internationale, de paraître sur huit pages dès la rentrée de septembre. Et nous avons conclu : «Certains que vous apprécierez notre initiative de publier un quotidien indépendant des puissances d'argent, nous vous appelons à verser à la souscription pour notre journal.»

Nous avons presenté ce petit texte à des élèves, à des professeurs, à d'autres travailleurs du lycée, et le résultat a dépassé nos prévisions. C'est environ une quarantaine de personnes qui a versé des sommes diverses allant de 1 F à 50 F. Dans nos banlieues, les jeunes ne sont pas riches, loin de là. Mais tous ont bien compris que nos millions à nous ne se prennent pas d'un coup dans la poche de «mécènes» : ils sont faits des petits francs de la solidarité populaire.

En même temps que la souscription, nous avons développé la diffusion de l'Humanité rouge, ce qui nous a permis de faire connaître plus largement nos positions, de nouer de nouveaux liens avec les gens de notre lycée, professeurs, élèves et autres.

Beaucoup de gens qui ont versé n'étaient pas d'accord avec toute notre ligne, ou ne la connaissaient pas bien. Mais tous sympathisaient avec notre initiative d'édifier une presse ouvrière indépendante.

Tout ceci nous fait penser que souvent nous ne sommes pas assez offensifs, nous ne faisons pas confiance aux masses.

Maintenant, nous sommes convaincus que, si tous les camarades adoptent une ligne de masse correcte, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans les autres couches de notre peuple, la bataille des vingt millions pour le premier juillet pourra être gagnée, et le quotidien pourra sortir sur huit pages à la rentrée, ce qui est indispensable !

POUR
LES 20 MILLIONS
LE 1er JUILLET !

Directrice de publication : Suzanne Marty — C.P.P.P. : N° 47291 — Imp. La Nouvelle : N° 756 75 75 75 — Dépôt légal : 2ème trimestre 1975